



**SECRETARIAT GENERAL**  
Service Affaires Juridiques et Assurances  
SC/SK

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

057-215704636-20230517-2023-295-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/05/2023

**ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT DÉLÉGATION DES FONCTIONS D'OFFICIER DE  
L'ÉTAT-CIVIL, DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE ET D'HABILITATIONS  
N° 2023-SJ-19**

Le Maire de la Ville de Metz

VU le code général des collectivités territoriales pris notamment en ses articles L.2122-30, L.2122-32  
R.2122-8 et R.2122-10 ;

VU le code électoral ;

VU le code civil ;

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles R.142-43  
et R. 142-45 ;

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;

VU le décret 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11  
octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

VU le décret d'application n°2018-343 du 9 mai 2018 portant création du traitement automatisé de  
données à caractère personnel permettant la gestion du répertoire électoral unique pris en  
application des dispositions du I de l'article 2 et de l'article 7 de la loi n°2016-1048 du 1<sup>er</sup> août  
2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales ;

CONSIDÉRANT que, dans un souci de bonne administration locale, il est nécessaire d'ajuster la  
délégation de fonction et de signature donnée à Monsieur Corrado PUGLIESE, Adjoint  
Technique Principal 2<sup>e</sup> classe, en matière d'état civil.

**ARRÊTE :**

Article 1 : Le fonctionnaire titulaire ci-après désigné de l'Administration Municipale de Metz :  
Monsieur Corrado PUGLIESE, Adjoint Technique Principal 2<sup>e</sup> classe, reçoit délégation  
d'exercer, en notre lieu et place concurremment avec Nous les fonctions d'Officier de  
l'Etat Civil afférentes à la délivrance de toutes copies ou extraits, quelle que soit la nature  
des actes d'état civil.

Article 2 : Monsieur Corrado PUGLIESE reçoit également délégation de signature, en l'absence ou  
en cas d'empêchement des Adjoints au Maire, pour la certification matérielle et conforme  
des pièces et documents présentés à cet effet ainsi que la légalisation de toute signature  
apposée en sa présence par un administré connu de lui ou accompagné de 2 témoins  
connus.

Article 3 : En vue d'instruire les demandes de validation des attestations d'accueil qui lui sont  
présentées, Monsieur Corrado PUGLIESE, est, en vertu de l'article R. 142-45 du code de  
l'entrée et du séjour et du droit d'asile susvisé, habilité à accéder, dans le cadre de ses  
fonctions, aux données personnelles contenues dans les traitements automatisés y afférent  
mis en place par la commune de Metz.

Article 4 : Monsieur Corrado PUGLIESE est habilité également à accéder, dans le cadre de ses fonctions, à tout ou partie des données à caractère personnel et informations enregistrées dans le système de gestion du répertoire électoral unique (R.E.U.) pour l'application des I et II de l'article L.18 du code électoral et pour les seules données et informations nécessaires à la gestion des listes électorales de la Ville de Metz.

Article 5 : En application du décret 2014-90 du 31 janvier 2014 précité, si Monsieur Corrado PUGLIESE venait à estimer se trouver en situation de conflit d'intérêts, il doit, en tant que titulaire d'une délégation informer Madame la Directrice Générale des Services par écrit de l'éventualité de la situation de conflits d'intérêts à laquelle il peut être confronté en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 6 : L'arrêté n° 2020-SJ-55 en date du 6 juillet 2020 au profit de M. Corrado PUGLIESE est abrogé.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié et pourra faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter des formalités de publicité et sera notifié à l'intéressé. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Metz est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise au Préfet ainsi qu'au Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire.

Fait à Metz, le 17 MAI 2023

Notifié le :  
Signature de l'Agent

Le Maire :



François GROSDIDIER  
Maire de Metz  
Président de l'Eurométropole de Metz  
Vice-Président de la Région Grand Est  
Membre Honoraire du Parlement